



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT
DES
CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS
SUR LE
TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT



1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Téléphone : (202) 458-2980
Fax : (202) 522-1618

Washington, le 12 avril 2014

1. Le Comité du développement s'est réuni aujourd'hui, 12 avril 2014, à Washington.
2. La reprise économique semble se consolider dans les pays à revenu élevé tandis que la croissance se poursuit dans de nombreux pays émergents. Tous les risques ne sont cependant pas écartés. Dans une économie mondiale interconnectée, il faudra procéder à des ajustements et prendre des mesures appropriées de coordination et de communication pour assurer une croissance forte, solidaire et durable. Nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) à œuvrer ensemble et avec tous les pays membres pour mener des politiques économiques avisées et adaptées à la situation, réduire les vulnérabilités macroéconomiques sous-jacentes, reconstituer les amortisseurs macroéconomiques et renforcer la gestion prudentielle du système financier.
3. La mise en œuvre de la stratégie que nous avons approuvée pour le Groupe de la Banque mondiale lors de notre dernière réunion devrait lui permettre de mieux aider les pays à atteindre le double objectif consistant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée de façon durable, tout en aidant les pays membres à répondre à leurs besoins de développement. Nous saluons les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de réformes et demandons au Groupe de la Banque mondiale de s'employer activement à mener à bien ce programme. Le Groupe de la Banque mondiale devrait utiliser son modèle de collaboration avec les pays comme un mécanisme de sélection fondée sur la demande des clients et les nouveaux objectifs de l'institution pour proposer des solutions meilleures, plus rapides et axées sur les faits qui produiront des transformations positives aussi bien dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu intermédiaire. Nous pensons que la nouvelle structure du Groupe de la Banque mondiale contribuera, à l'échelle mondiale, à un meilleur partage des connaissances qui sera bénéfique pour tous les pays clients et lui permettra de mieux soutenir la coopération Sud-Sud et la coopération régionale. Nous prenons note avec satisfaction de la fiche de performance du Groupe de la Banque mondiale et attendons avec intérêt d'être régulièrement informés de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe.
4. Pour renforcer les fondements d'une croissance forte, solidaire et durable, il faut réunir plusieurs conditions : stabilité macroéconomique, bonne gouvernance, promotion des investissements publics, création de conditions plus propices à l'investissement privé, promotion des investissements de qualité dans les infrastructures résilientes et amélioration de l'accès au crédit. L'inclusion sociale et les politiques qui élargissent les sources de revenu, ainsi que la pleine participation de tous les groupes, notamment les femmes et les segments marginalisés et vulnérables de la population, sont essentielles. L'amélioration des compétences, de la productivité et des capacités d'innovation est un

autre élément clé. Un climat des affaires ouvert qui stimule la concurrence, un développement du capital humain plus inclusif et des programmes de protection sociale bien ciblés contribuent à la croissance et à une prospérité partagée. L'investissement privé vient compléter le financement du développement et constitue un facteur crucial pour la réalisation de nos objectifs. Dans ce contexte, nous tenons à souligner que la Société financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements, œuvrant dans le cadre d'un Groupe de la Banque mondiale unifié, jouent un rôle important en attirant des capitaux privés et en promouvant le développement d'un secteur privé dynamique qui peut aider à assurer une croissance durable et une prospérité partagée et offrir de réelles opportunités à tous les ressortissants de tous les pays clients. Les politiques doivent être élaborées en tenant compte des considérations environnementales : il faut des politiques climato-intelligentes pour assurer la viabilité écologique et la résilience environnementale, outre le fait qu'elles pourraient aider à stimuler la croissance et à créer des emplois.

5. Pour mettre en œuvre une stratégie aussi ambitieuse que celle du Groupe de la Banque mondiale, il importe de mieux utiliser les ressources dont il dispose et de renforcer ses capacités financières. Nous nous félicitons des résultats encourageants de la dix-septième reconstitution des ressources de l'IDA, qui doit son succès au ferme soutien des bailleurs de fonds traditionnels et de nouveaux donateurs ainsi qu'à l'utilisation de mécanismes de financement novateurs. Grâce à l'enveloppe de ressources de 52 milliards de dollars approuvée par les actionnaires, l'IDA est bien placée pour optimiser l'impact de l'aide que nous apportons aux pays membres les plus pauvres et les plus vulnérables, parmi lesquels de nombreux petits États ou États fragiles et touchés par un conflit qui ont des problèmes de développement particuliers. Nous nous félicitons de l'engagement pris dans le cadre d'IDA 17 d'optimiser l'impact sur le développement en mettant tout particulièrement l'accent sur la croissance solidaire, l'égalité des sexes, le changement climatique (notamment la gestion des risques de catastrophe) et les États fragiles ou en situation de conflit. Nous sommes également encouragés par le fait que les ressources requises pour assurer la viabilité des prêts bonifiés du FMI aux pays à faible revenu sont en grande partie déjà assurées. Nous apprécions les travaux du FMI sur la façon dont les pays peuvent utiliser la politique budgétaire comme moyen de lutte efficace contre les inégalités.

6. Les mesures prises pour accroître les recettes, réduire les coûts et mieux utiliser le capital dans le cadre d'un dispositif de gestion prudente des risques permettront au Groupe de la Banque mondiale de mettre davantage de ressources financières au service de ses clients pour les aider à atteindre leurs objectifs nationaux de développement tout en leur apportant un appui contracyclique en temps de crise. Nous espérons que le Groupe continuera d'alléger sa structure de coûts, grâce à une plus grande efficacité organisationnelle et opérationnelle, et de mettre au point des approches et des mécanismes novateurs permettant de mobiliser des ressources supplémentaires. Nous l'encourageons à accroître le volume et la qualité des investissements dans l'infrastructure, condition essentielle pour assurer la croissance, créer des emplois, promouvoir la prospérité et faire reculer la pauvreté dans tous les pays, quelle que soit leur catégorie de revenu. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à continuer de collaborer étroitement avec les pays à revenu intermédiaire pour les aider à répondre à leurs besoins de développement. Nous l'encourageons également à envisager la possibilité d'accorder des prêts de la BIRD aux pays exclusivement IDA qui affichent de bons résultats, tout en veillant à maintenir la viabilité de leur dette.

7. Nous prions instamment le Groupe de la Banque mondiale et le FMI de continuer à renforcer leurs engagements en Afrique subsaharienne et de faire en sorte que le soutien qu'ils apportent —

sous la forme d'aide financière, de travaux d'analyse ou de renforcement des capacités — serve à promouvoir des transformations structurelles voulues par les pays, à réduire l'extrême pauvreté, à stimuler la création d'emplois et à assurer une croissance économique plus solidaire et plus durable. Nous nous réjouissons en particulier de constater que le Groupe de la Banque mondiale a intensifié son engagement en s'attaquant aux facteurs régionaux de fragilité et de conflit dans le cadre d'initiatives telles que celles lancées récemment au Sahel et dans la région des Grands Lacs. Le Groupe de la Banque mondiale devrait en tirer des enseignements utiles pour la Corne de l'Afrique, l'Afrique centrale et le golfe de Guinée. Nous félicitons le Groupe de la Banque mondiale d'avoir contribué à combler le déficit d'infrastructures en Afrique subsaharienne, mobilisé de nouveaux investissements et financé des projets de production et de distribution d'énergie durable. Nous l'invitons à aider ses clients à développer encore la production agricole axée sur la nutrition, notamment en apportant une aide aux petits exploitants et aux coopératives, et à élargir le soutien à l'agriculture durable. Nous notons avec satisfaction que le FMI a achevé son programme visant à créer cinq centres d'assistance technique pour répondre aux besoins dans l'ensemble de la région. Nous nous félicitons de la prochaine conférence de haut niveau du FMI au Mozambique, qui réunira des responsables de la politique économique d'Afrique et d'ailleurs afin d'examiner quelques-uns des grands enjeux du continent. Nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à prêter davantage d'attention à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et soulignons l'importance de venir en aide aux pays arabes en transition.

8. Nous restons gravement préoccupés par le fait que la situation humanitaire continue de se détériorer en République centrafricaine, au Soudan du Sud et en Syrie. Nous saluons la générosité des gouvernements et des familles des pays voisins qui assument d'importants coûts socioéconomiques pour accueillir les personnes déplacées. L'action menée par le Groupe de la Banque mondiale dans les États fragiles ou en situation de conflit est cruciale pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé de mettre fin à l'extrême pauvreté ; l'engagement du FMI dans ces États est essentiel pour assurer la stabilité macroéconomique dans des circonstances souvent très difficiles. Nous demandons instamment au Groupe de la Banque mondiale et au FMI de poursuivre leur étroite collaboration avec les États fragiles ou en situation de conflit et dans les pays en transition, en coordination avec les autres partenaires de développement. Nous nous félicitons de l'appui fourni en permanence par le Groupe de la Banque mondiale et le FMI à l'Ukraine compte tenu des difficultés auxquelles le pays fait face.

9. Nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale à continuer de collaborer étroitement avec le système des Nations Unies à la définition des objectifs du Millénaire pour le développement au-delà de 2015.

10. Nous accueillons avec satisfaction la Déclaration ministérielle sur la facilitation du commerce issue de la Conférence tenue à Bali par l'Organisation mondiale du commerce. Nous pensons que l'accord permettra aux pays en développement d'accroître leur compétitivité en améliorant la gestion de leurs frontières et en réduisant leurs coûts de transaction et nous demandons au Groupe de la Banque mondiale d'aider les pays à mettre en œuvre cet accord.

11. Nous jugeons encourageants les progrès accomplis par le Groupe de la Banque mondiale en ce qui concerne l'intégration de la gestion des risques de catastrophe dans ses opérations et reconnaissons la nécessité de redoubler d'efforts à cet égard dans le cadre de partenariats avec les pays. Nous sommes conscients des défis à relever par les petits États vulnérables aux effets du

changement climatique et des catastrophes naturelles. Nous apprécierions de recevoir un nouveau rapport sur les progrès réalisés dans deux ans.

12. Nous restons résolus à achever le processus d'ajustement de la répartition du capital du Groupe de la Banque mondiale engagé en 2010. Nous prions instamment tous les membres qui ne l'ont pas encore fait de souscrire sans plus tarder les parts du capital de la BIRD et du FMI qui leur sont allouées, et nous attendons avec intérêt le prochain examen de la Voix à l'horizon 2015.

13. Nous remercions M. Jorge Familiar pour ses quatre années d'excellents services au Comité du développement et lui souhaitons plein succès dans ses futures fonctions de Vice-président de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. La prochaine réunion du Comité du développement aura lieu à Washington le 11 octobre 2014.